

COVID-2019(2022 ?) FIN DE PARTIE, UKRAINE DÉBANDADE : LE MONDIALISME BANCO-CENTRALISTE EN MODE « PAUSE » ? par TML

Avec Omicron la logique darwinienne naturelle a fort heureusement repris le dessus et mis en lumière l'arnaque covid pour ce qu'elle était dès le départ, début 2020 : l'instrumentalisation politique et économique d'une épidémie virale « nouvelle » dont l'origine reste officiellement « indéterminée ».

L'intérêt économique de cette instrumentalisation est apparu évident ces derniers mois, avec la flambée haussière exponentielle des places boursières mondiales, dont le déclencheur fut pourtant précisément l'épisode « casse économique » à grande échelle induit par les phases de confinements successifs.

Le « paradoxe » n'en est pas un, en réalité, vu que c'était le prétexte formel indispensable pour « justifier », et en fait, imposer aux Etats une politique de « relance » monétaire banco-centraliste basée sur de nouvelles injections massives de « liquidités », c'est-à-dire de création monétaire ex-nihilo, telle que cela avait déjà permis aux Banques Centrales de prendre le contrôle de l'économie mondiale à l'occasion de la crise de 2007-2008.

Cette nouvelle avancée du mondialisme banco-centraliste n'a pu être possible qu'en étouffant toute velléité de Résistance populaire à l'échelle mondiale, et c'était précisément le rôle de l'établissement d'une dictature pseudo-« sanitaire », à l'échelle mondiale, également.

Si la Résistance mondiale des peuples, malgré des batailles courageuses et remarquables, comme celle des Convois de la Liberté, n'a pas permis d'inverser radicalement le rapport de force, elle contraint néanmoins le système à un repli tactique des mesures coercitives dans de nombreux pays. C'est évidemment le signe que le narratif covidiste est usé jusqu'à la trame, sinon tout à fait caduque.

Pourtant, il ne faut pas se bercer d'illusions sur le fait que le processus mondialiste puisse connaître une pause réellement durable, et encore moins, un coup d'arrêt réel sans une Résistance déterminée et vigoureuse de la part des peuples et des nations libres.

Le processus mondialiste banco-centraliste n'est pas le caprice de quelques technocrates psychopathes mais bien une nécessité, pour la survie même du système de domination de classe basé sur la finance mondialisée, principalement depuis la crise de 2007-2008. C'est ce système lui-même qui est rendu caduque par son incapacité à s'autofinancer sans le secours de la dette publique et privée, sans le secours de la création monétaire ex-nihilo banco-centralisée, qui engendre l'augmentation exponentielle de la dette mondiale, et dont les dividendes boursiers ne sont plus qu'une fraction détournée par la spéculation et de fait irremboursable, sauf, hypothétiquement, par le biais d'une inflation exponentielle, déjà actuellement insupportable pour les populations, mais malgré cela encore insuffisante pour « résoudre la crise ».

Il n'y a donc pas lieu de rêver que le soulagement provisoire des mesures pseudo-« sanitaires » coercitives puisse déboucher sur une alternative de retour à quelque progression sociale que ce soit.

La seule option, pour le système, c'est de continuer sur la lancée des contrôles sociaux et économiques induits par la période « covidiste », pour les renforcer encore dans le sens qui lui permettra de poursuivre le processus de mondialisation banco-centraliste : la fusion des données personnelles sanitaires et de l'identité numérique, ouvrant la porte au système de la Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC), arme absolue du contrôle social, politique et économique des moindres aspects de la vie quotidienne de tous les citoyens.

C'est, pour le système, le moyen radical de contraindre les populations à la soumission absolue, à se plier à tous les types de comportement économique et social qui permettront à la caste banco-centraliste de conserver son pouvoir de domination.

C'est là le « Monde d'Après », dont le « crédit social à la chinoise » est le modèle. C'est ce qu'ils ont entrepris de construire durablement pour les générations nouvelles, et qu'ils doivent imposer, progressivement ou par à-coups brutaux, lorsque les circonstances le leur permettent, ou lorsqu'ils arrivent à les créer délibérément, genre « crise du covid »...

Dans l'apparence de « pause » actuelle la situation est très différente selon les pays et la « modulation » de « sortie de covid » se fait au gré des potentats locaux « démocratiquement » établis dans les différents pays par le Nouvel Ordre Mondial ces dernières années.

Lorsque les Kollabos médiatiques du banco-centralisme, tout en approuvant les méthodes de répression les plus brutales, accusent les populations rebelles de n'être qu'un ramassis de fascistes, il ne faut pas oublier non plus qu'ils ont également encensé comme un fleuron de la « démocratie » les émeutes néo-nazies du Maidan à Kiev, en 2014, et le massacre des populations russophones dans l'Est de l'Ukraine, jusqu'au cessez-le-feu acquis lors des négociations de Minsk, en 2015, suite à la bataille de Debaltsevo.

Mais le cessez-le-feu, constamment violé par les nazillons ukrainiens, au fil des ans, n'était pas l'essentiel des accords de Minsk, qui prévoyaient une réforme de la Constitution ukrainienne aboutissant à un cadre fédéral dans lequel les régions russophones auraient eu une autonomie suffisante pour faire respecter leurs droits.

Or cet aspect de la mise en application des accords de Minsk n'a pas connu l'ombre d'un commencement de réalisation, en sept ans de négociations diverses, dont le fameux « format Normandie » à nouveau proposé par Macron et accepté par Poutine, jusque dans les derniers jours précédant la guerre. Cependant le « démocrate » Zelensky ayant réaffirmé son opposition à la mise en application concrète des clauses « fédéralistes » de l'accord, il n'y avait donc plus rien de sérieux à négocier de ce côté-là. Les USA et l'OTAN

ayant par ailleurs réaffirmé leur refus d'un traité de paix basé sur la non-adhésion de l'Ukraine à cette coalition militaire, il n'y avait donc plus rien à « négocier » du tout et l'affirmation d'une « voie diplomatique » encore possible par Macron et ses complices banco-centralistes n'était donc plus que du vent destiné à berner le peuple de France et les autres peuples européens encore dupes de ce genre de paroles.

Ce sont donc bien Macron, Biden et Zelensky qui ont renié leur parole, et non pas Poutine !

L'intervention russe ne vise donc non pas à « conquérir » ou « annexer » l'Ukraine, mais simplement à y faire respecter le droit international, les accords de Minsk ayant été entérinés par l'ONU dès 2015.

Elle vise, dans ce cadre, à démanteler le bastion militaire néo-nazi protégé depuis 2014 par l'Etat ukrainien, cette protection étant également renouvelée par le gouvernement de Zelensky.

En intervenant sur tous les fronts accessibles et en ciblant l'ensemble des infrastructures militaires ukrainienne l'intervention russe aboutit donc à disperser les forces ukrainiennes et à isoler ainsi les bastions néo-nazis, privés du soutien de l'arrière.

C'est la solution la plus rapide possible et la moins couteuse en vies humaines, même si chaque vie perdue reste évidemment à déplorer, en attendant l'instauration d'une solution de paix durable pour l'Ukraine, la Russie et le reste de l'Europe.

Mais on comprend bien que Macron, Biden et leurs complices et Kollabos banco-centralistes ont désormais pour souci de cacher ces réalités à leurs opinions publiques.

Et d'autant plus qu'avec la fin de course du narratif covidiste ils ont urgemment besoin d'un autre sujet d'« angoisse » pour maintenir les populations sous le joug de la peur. Déformer et caricaturer la position réelle de la Russie, faire de Poutine une sorte de nouvel « ennemi public n°1 », et tout cela en mentant quasiment H24 sur leurs médias de désinformation permanente et systématique, c'est donc à la fois une opportunité et une nécessité pour la défense de leur pouvoir de caste et pour la poursuite de leur processus de mondialisation banco-centraliste.

Il y a donc une continuité, également, dans la Résistance contre les derniers oripeaux de la dictature pseudo-« sanitaires » et la solidarité que nous devons exprimer à l'égard de la contre-offensive russe en Ukraine face à l'avancée Otanesque et néo-nazie !

Il est important de rappeler également qu'une tentative de « nouveau Maidan » a fort heureusement échoué au Bélarus, dont Minsk est la Capitale, en Juillet-Aout 2020, en pleine période covidiste, et cela alors que le Président Loukachenko avait pourtant clairement manifesté ses intentions de maintenir son pays dans un ensemble d'alliances équilibrées entre l'Est (Russie, Chine) et l'Ouest (UE, USA). Allant même jusqu'à développer des relations avec l'Ukraine de MM Porochenko et Zelensky.

Suite à l'échec de cette tentative de nouveau Maidan au Bélarus, c'est carrément une tentative d'assassinat qui a été ourdie contre lui, par le truchement d'un avocat possédant la double nationalité américaine et biélorusse.

Vidéo

<https://youtu.be/PpV9s6YIflo>

Le complot, habilement infiltré par le KGB biélorusse, a non seulement été déjoué, mais toutes les preuves directement enregistrées et publiées par la suite sur les médias biélorusses, ce que les médias occidentaux se sont bien gardés de relater, mais que Poutine n'a pas manqué de rappeler à Biden lors de leur première entrevue !

C'est un exemple qui vaut d'être relaté pour montrer à quel point les banco-centralistes sont loin de tout esprit réel de « négociation » et n'entendent ce mot que comme forme de capitulation des nations et des peuples libres.

A rappeler également que le Président Loukachenko est celui qui a refusé le versement de « subventions » de plus d'un milliard, au total, proposées pour faire rentrer son pays dans le processus covidiste du confinement !

Les banco-centralistes ayant échoué à entrainer le Bélarus dans leur folie covidiste, ayant échoué à renverser le Président Loukachenko, celui-ci propose à son peuple, pour ce 27 Février, le référendum sur la nouvelle constitution de son pays, débattue par les institutions populaires déjà existantes, et incluant de nouveaux éléments de démocratie directe, en plus de la démocratie parlementaire.

En facilitant l'intervention russe en Ukraine il fait également payer aux banco-centralistes le prix de leur mépris et de leurs aberrations politiques.

URL source de cet article >> <http://mai68.org/spip2/spip.php?article10929>